



Bureau sous-régional en Afrique du Nord
Comité intergouvernemental des hauts
fonctionnaires et experts pour l'Afrique du Nord
Trente-neuvième réunion

Bureau sous-régional en Afrique de l'Ouest
Comité intergouvernemental des hauts
fonctionnaires et experts pour l'Afrique de l'Ouest
Vingt-septième réunion

Troisième session commune
Rabat (hybride), 19-21 novembre 2024
Point 7 de l'ordre du jour provisoire*

Questions statutaires

Examen des activités de la CEA en Afrique du Nord (octobre 2023 - septembre 2024)¹

I. Vue d'ensemble

1. Ce rapport intervient à un moment où l'Afrique du Nord est affectée par un certain nombre de tensions qui ont conduit à une résurgence de l'incertitude économique dans la région. Les conflits en cours au Moyen-Orient et en Ukraine, ainsi que les retombées de la guerre au Soudan, ont entraîné une baisse significative de la croissance économique de la région en 2023, notamment en raison d'une contraction du PIB réel au Soudan. D'autres effets sont attendus dans un avenir proche en raison de la situation à Gaza et dans les pays environnants et de son impact économique, en particulier sur l'Égypte. La sous-région est également témoin de l'impact croissant du changement climatique, qui a entraîné des sécheresses et des inondations ayant des effets négatifs sur les vies, les infrastructures, la production alimentaire.
2. Pour le Bureau sous-régional de la CEA pour l'Afrique du Nord (BSR-AN), la période considérée a été marquée par des progrès, le BSR ayant élargi son rôle, augmenté ses résultats et renforcé sa priorité d'appui aux États membres dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et de l'Agenda 2063. Le Bureau a consolidé son appui technique aux États membres en se concentrant sur le financement du développement et la dette, la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange continental africain (ZLECAf), la mobilité électrique et les chaînes de valeur régionales, le piège du revenu intermédiaire, les petites et moyennes entreprises (PME) et les questions de gouvernance migratoire.
3. Conformément à son plan d'activité annuel, le Bureau a mené des recherches axées sur les politiques, convoqué des réunions et des séminaires en ligne, organisé des ateliers de renforcement des capacités et intensifié ses services consultatifs et son soutien opérationnel aux pays membres. Le Bureau a également publié des rapports et des documents d'orientation. Cette synthèse met en évidence les résultats et les réalisations connexes dans les domaines décrits dans le programme de travail du BSR-AN, ainsi que les principaux défis et enseignements tirés d'octobre 2023 à septembre 2024.
4. Les activités mises en œuvre avec succès au cours de cette période ont été réalisées en étroite

* ECA/SRO-NA/ICSOE/39/1–ECA/SRO-WA/ICSOE/27/1.

¹ Le présent document n'a pas été revu ou traduit par les services d'édition et traduction.

collaboration avec les États membres de la sous-région, le siège de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et d'autres bureaux sous-régionaux, l'Union du Maghreb arabe (UMA), les communautés économiques régionales (CER), d'autres agences des Nations unies et des partenaires.

II. Principales réalisations

A. Résultat 1 : Renforcement de la capacité d'élaboration des politiques des pays de l'Afrique du Nord ou des CER pour promouvoir l'intégration régionale et la croissance inclusive

1. Soutien à la mise en œuvre de la ZLECAf en Afrique du Nord

La mise en œuvre de la ZLECAf jette les bases d'une intégration commerciale sous-régionale et continentale efficace en harmonisant et en rationalisant les procédures liées aux principaux aspects du commerce extérieur. Le soutien du BSR-AN aux pays de l'Afrique du Nord et à l'Union du Maghreb Arabe (UMA) dans la mise en œuvre de la ZLECAf s'est principalement concentré sur la conception et la mise en œuvre des politiques. L'accord régional vise à réduire les barrières tarifaires et non tarifaires et à harmoniser les règles commerciales entre les pays membres, réduisant ainsi significativement les coûts de transaction dans le flux des biens et des services et promouvant davantage l'intégration régionale à travers le développement de chaînes de valeur régionales. en Afrique.

En Tunisie, le BSR-AN a aidé le ministère du Commerce et du Développement des exportations à élaborer l'offre nationale d'exportation de biens et de services dans le cadre de la ZLECAf. L'étude a été validée par le comité national de la ZLECAf. Le Bureau a également soutenu l'examen et la mise à jour du plan d'action de la Tunisie pour la mise en œuvre de la stratégie nationale ZLECAf.

En Mauritanie, le BSR-AN a contribué à sensibiliser le secteur privé à la ZLECAf en organisant un atelier de formation de cinq jours à Nouakchott en octobre. La participation d'institutions publiques, d'associations sectorielles et de structures commerciales a permis de mieux comprendre les modalités et les processus nécessaires à la mise en œuvre efficace de la ZLECAf dans le pays.

Le BSR-AN assiste actuellement le Maroc dans l'élaboration de sa stratégie ZLECAf en vue de renforcer la participation du pays au commerce régional. L'atelier de validation de la stratégie est prévu pour le quatrième trimestre 2024.

Le BSR-AN a fourni une assistance technique à l'Union du Maghreb arabe (UMA) pour l'élaboration d'une stratégie sous-régionale ZLECAf, y compris un cadre stratégique et un plan d'action visant à renforcer l'intégration de la région du Maghreb avec la région africaine. Le Bureau est en train de finaliser ce document stratégique et prévoit d'organiser un atelier au quatrième trimestre pour valider la stratégie et le plan d'action de l'UMA.

Le BSR-AN continuera à soutenir les États membres dans la mise en œuvre de la ZLECAf par la génération de connaissances, l'assistance technique et le conseil politique. À ce jour, quatre des cinq pays de l'Afrique du Nord ont ratifié l'accord régional (Algérie, Mauritanie, Maroc et Tunisie) et une communauté économique régionale (UMA) a élaboré et mis en œuvre des stratégies nationales avec le soutien du BSR-AN.

Grâce à la diversification et à la ZLECAf, la Libye peut atténuer l'impact de sa forte dépendance au pétrole et récolter les bénéfices de la ZLECAf. Le BSR-AN a organisé un atelier pour aider les responsables libyens à dresser une liste détaillée des tarifs que la Libye est disposée à supprimer ou réduire comme condition préalable à l'accord ZLECAf. L'atelier a débouché sur un projet détaillé de liste tarifaire et d'offres de services de la Libye ainsi que sur un projet de liste détaillée de produits sensibles et de liste d'exclusion.

Associer le Maroc, la RDC et la Zambie grâce aux chaînes de valeur régionales de l'e-mobilité

Dans le contexte de la transition énergétique mondiale et de la demande croissante de véhicules électriques, l'Afrique a actuellement la possibilité de développer des chaînes de valeur régionales pour la mobilité électrique et de prendre une plus grande part du marché mondial des batteries pour véhicules électriques, qui est en pleine expansion. La République démocratique du Congo, le Maroc et la Zambie ont exprimé leur intérêt à saisir cette opportunité en développant des chaînes de valeur régionales pour la mobilité électrique.

La CEA vise à renforcer la capacité des États membres ciblés à accroître le commerce intrarégional, la création d'emplois et le développement des compétences en aidant à créer un environnement commercial favorable qui permettrait le développement de chaînes de valeur de la mobilité électrique. LE BSR-AN a mené une étude pour identifier les chaînes de valeur régionales potentielles, leur potentiel de marché, les défis, les opportunités et les domaines potentiels de coopération entre les trois pays. L'étude a également porté sur les capacités juridiques, techniques et institutionnelles requises pour développer et mettre en œuvre un environnement commercial efficace pour la chaîne de valeur de l'industrie de la mobilité électrique en accord avec la ZLECAf.

Pour soutenir les efforts de la RDC, du Maroc et de la Zambie en vue d'améliorer leur sensibilisation et leurs capacités techniques à créer des chaînes de valeur de l'e-mobilité, le BSR-AN a organisé un atelier qui a rassemblé des décideurs politiques, des représentants du secteur privé, des institutions de R&D et des institutions universitaires pour les sensibiliser au potentiel des chaînes de valeur de l'e-mobilité.

Dans la prochaine phase de ce projet, le BSR-AN diffusera des produits de la connaissance pertinents aux États membres ciblés et cherchera à améliorer la compréhension par les décideurs politiques des conditions requises pour créer un environnement favorable aux entreprises.

Renforcer la sécurité alimentaire en Tunisie

Le BSR-AN a organisé un atelier sur le « Nexus sécurité alimentaire et énergétique en Tunisie », qui a donné un aperçu de la situation actuelle de la sécurité alimentaire et énergétique dans le pays. Les participants ont exploré les réponses de gestion possibles par une approche intégrée, dans le but d'assurer la sécurité alimentaire, énergétique et hydrique tout en adoptant des pratiques durables en matière d'agriculture et d'énergie.

Cet atelier a été organisé en collaboration avec le coordinateur résident, UN Habitat Maghreb et les bureaux du PNUD en Tunisie. Les résultats de cet atelier ont permis d'informer et de contribuer à l'Analyse commune de pays (CCA) de la Tunisie. Il a également aidé le gouvernement à identifier les principaux domaines d'intervention pour atténuer l'impact des crises sur sa population, en particulier les plus vulnérables, et pour renforcer la résilience aux chocs futurs.

2. Soutenir les efforts des pays de l'Afrique du Nord pour sortir du piège des revenus intermédiaires et exploiter des sources de financement nouvelles et innovantes.

Trente pays africains sont classés parmi les pays à revenu intermédiaire (MIC), dont sept dans le groupe des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Suivant l'exemple du siège de la CEA à Addis-Abeba et à la demande du Maroc, qui préside actuellement le Groupe des pays aux vues similaires soutenant les PRI, le BSR-AN a soutenu les pays membres dans leur recherche de solutions innovantes pour réduire le fardeau de leur dette, améliorer leur accès à de nouvelles sources de financement pour soutenir une croissance inclusive et durable, et surmonter le piège du revenu intermédiaire.

« Solutions aux défis du développement des PRI (MIC) dans un monde en mutation ».

En partenariat avec le PNUD Maroc et le gouvernement marocain, le BSR-AN a soutenu l'organisation d'une conférence ministérielle de haut niveau sur les PRI sous le thème : « Solutions aux défis de développement des PRI dans un monde en mutation ». La conférence a réuni les PRI, le système des Nations unies, les institutions financières internationales et régionales et les principaux partenaires de développement. De nombreux ministres et hauts fonctionnaires des Nations unies ont participé à la conférence, sous la houlette de la vice-secrétaire générale, qui s'est conclue par un ensemble de solutions novatrices et orientées vers l'action, résumées dans la déclaration de Rabat sur les PRI.²

Améliorer la mobilisation des ressources fiscales en Égypte

Le BSR-AN a fourni une assistance technique pour soutenir le programme de restructuration en cours et augmenter les recettes fiscales en Égypte. Le programme comprend des services de conseil aux Bureaux dédiés aux gros contribuables dans tout le pays et la formation de 85 contrôleurs fiscaux sur des questions liées aux contrôles fiscaux dans les secteurs de la construction, de l'immobilier, du tourisme et de l'industrie. Le programme a également porté sur l'évasion fiscale et l'imposition des transactions transfrontalières. À la suite de cette formation, l'autorité fiscale égyptienne a publié un décret visant à créer un comité de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Soutenir une mobilisation efficace des ressources nationales en Libye et en Mauritanie

Le BSR-AN a organisé trois ateliers de renforcement des capacités visant à doter les fonctionnaires de l'Administration fiscale mauritanienne (MTA) de connaissances suffisantes sur les compétences de négociation de conventions fiscales et sur le cadre juridique et pratique des prix de transfert. Les ateliers ont favorisé les opportunités de réseautage afin de partager les meilleures pratiques et les enseignements tirés qui peuvent guider les réformes politiques et renforcer la capacité d'application des lois fiscales.

Les ateliers ont permis à la Mauritanie de mettre en place des équipes spécialisées dans les conventions fiscales internationales et les prix de transfert. L'assistance à la Mauritanie a également porté sur l'application des conventions fiscales, l'impact des établissements permanents sur les droits fiscaux, les méthodes d'évaluation des transactions transfrontalières et la restructuration de l'administration fiscale. Ce soutien a conduit à une augmentation significative des recettes fiscales totales de 25 % en une seule année (2023).

Le bureau a aidé l'administration fiscale libyenne à identifier les lacunes fiscales et à formuler des stratégies pour atteindre des objectifs de réforme ambitieux. Il a également aidé le pays à développer des cadres d'audit solides pour les secteurs industriels. Le BSR-AN a également organisé un atelier visant à améliorer la compréhension de l'autorité fiscale libyenne en matière de partenariats public-privé. Cet atelier a permis de mieux comprendre les objectifs et les exigences des PPP, la structure législative et juridique nécessaire pour les PPP et les moyens de relever les défis communs.

Aider l'Afrique du Nord à obtenir des financements innovants pour son développement et une gestion efficace de la dette

Le BSR-AN continue de soutenir les pays membres dans la promotion de la résilience fiscale et du financement durable, en partie grâce à une subvention de 1 000 000 USD de la Fondation africaine pour le climat (ACF). Cette initiative vise à fournir une assistance technique sur une période de 18 mois aux pays membres confrontés à des niveaux d'endettement élevés, tout en soutenant la promotion de filières de croissance durables, résilientes et à faible émission de carbone, en commençant par l'Office égyptien de gestion de la dette.

² <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2024-04/Rabat%20MICs%20Declaration-%202024-%20Final%20Draft%20for%20Adoption-%20Clean.pdf>

3. Publications connexes

« Solutions nord-africaines à la crise alimentaire en Afrique : Le rôle des engrais et des politiques de soutien ».

Cette étude évalue le potentiel d'un marché africain intégré des engrais et son impact sur la productivité agricole et la sécurité alimentaire. L'objectif de l'étude est d'accroître le commerce intra-africain grâce à une série de recommandations politiques judicieuses visant à améliorer la production, le commerce et l'utilisation des engrais en Afrique, et à renforcer ainsi la résilience des États face à la crise alimentaire mondiale multiforme.

Rapports analytiques sur le développement des chaînes de valeur régionales de l'e-mobilité entre la Zambie, le Maroc et la RDC.

Le BSR-AN a rédigé trois documents sur ce sujet :

- Un rapport complet sur les opportunités et les défis pour la création de chaînes de valeur régionales de l'e-mobilité associant le Maroc, la Zambie et la République démocratique du Congo. Ce document fournit une analyse des cadres politiques et réglementaires existants liés à la mobilité électrique dans les trois pays, ainsi que des recommandations politiques.
- Une étude analytique sur les domaines potentiels de coopération et de valeur ajoutée. Ce document examine les différentes étapes et composantes de trois chaînes de valeur (véhicules électriques, infrastructure de recharge et gestion de l'énergie), met en évidence les liens potentiels et les opportunités de coopération entre le Maroc, la Zambie et la RDC, et fournit des recommandations.
- Une étude analytique sur des aspects tels que l'investissement, les droits de propriété intellectuelle, les opportunités et les contraintes du marché, la politique de concurrence, le commerce électronique, les tarifs et les services.

Surmonter le piège des revenus intermédiaires et réaliser le développement durable

Ce rapport conjoint du BSR-AN et de Oxford Economics Africa souligne la nécessité d'une approche politique globale pour garantir que les économies se développent à un rythme approprié et cohérent, et réalisent ainsi une transformation structurelle significative. Selon le rapport, la capitalisation des efforts mondiaux pour atténuer le changement climatique peut catapulter les économies africaines sur une trajectoire de développement plus forte. Les investissements dans les infrastructures énergétiques propres et l'élargissement de l'accès à l'électricité qui en résultera seront donc essentiels pour soutenir l'industrialisation de l'Afrique et permettre aux pays africains d'accéder au statut de pays à revenu élevé.

Note d'information sur le financement de la lutte contre le changement climatique et la dette.

Ce document explore les caractéristiques et les options possibles permettant aux pays de l'Afrique du Nord d'attirer davantage de financements climatiques, notamment les projets d'adaptation au climat, tout en s'assurant qu'ils restent solvables. Il vise à éclairer les décideurs politiques et les parties prenantes sur les avantages potentiels, les défis et les meilleures pratiques en matière de mobilisation de capitaux privés et de financements concessionnels pour l'action climatique en Afrique du Nord.

Profil sous-régional des développements socio-économiques en Afrique du Nord

Ce rapport annuel analyse les tendances macroéconomiques et certaines tendances du développement social en Afrique du Nord entre 2023 et 2024. Il montre que la croissance de l'Afrique du Nord diminuera en 2023 car elle est confrontée à de nombreux défis. La principale recommandation du rapport est de renforcer la résilience économique en consolidant les positions financières et fiscales et en réduisant les niveaux d'endettement. Les pays de l'Afrique du Nord devraient également s'efforcer de réaliser des progrès suffisants dans la mise en œuvre de réformes structurelles pour surmonter les faiblesses structurelles de longue date.

Rapport sur la mise en œuvre des ODD en Afrique du Nord

Ce rapport annuel présente les progrès de la sous-région pour chacun des ODD et fournit une analyse détaillée des tendances nationales pour les 17 objectifs. L'édition de cette année se concentre sur la migration et les transferts de fonds en tant que source alternative de financement du développement, décrivant les défis et les opportunités associés à l'exploitation de la contribution de la migration au développement durable et proposant des mesures pratiques et réorientations politiques pour accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2030 dans ce contexte.

B- Résultat 2 : Renforcement des capacités des petites et moyennes entreprises en tant que moteurs du développement durable en Afrique du Nord

1. Services de conseil pour renforcer le rôle des PME dans le développement durable au Maroc, en Libye et en Tunisie

L'Afrique du Nord est confrontée à d'importants défis en matière d'emploi, caractérisés par de fortes disparités entre les sexes, avec une participation des femmes à la population active d'environ 20,1 % en 2024. Les femmes nord-africaines sont confrontées à l'écart financier le plus important au monde (18 %) et à un déficit de compétences numériques dans les PME détenues par des femmes, ce qui affecte leur croissance et leur compétitivité. Dans le même temps, les PME nord-africaines sont de plus en plus vulnérables aux chocs climatiques croissants et récurrents et doivent donc devenir plus résilientes.

Dans le cadre du suivi du programme de renforcement des capacités des PME détenues par des femmes en Afrique du Nord, le BSR-AN a organisé des ateliers de formation supplémentaires dans les villes de Fès, Beni Mellal et Oujda (Maroc) afin d'améliorer l'accès des PME au marché au sein de la ZLECAf et de promouvoir la numérisation. Les formations étaient directement liées à l'ODD 5 (égalité des sexes), l'ODD 8 (croissance économique) et l'ODD 9 (innovation), et ont été organisées avec le soutien de l'Association marocaine des femmes chefs d'entreprise (AFEM) et l'Association marocaine des exportateurs (ASMEX).

Les principaux thèmes abordés dans les ateliers étaient les accords de libre-échange, les stratégies d'entrée sur les marchés, la fixation des prix, la planification de la chaîne d'approvisionnement, les outils numériques pour l'exportation et la mise en réseau. Les ateliers ont été suivis d'un accompagnement personnalisé et de consultations virtuelles pour aider les participants à développer et à affiner leurs plans d'affaires à l'exportation.

Ateliers de renforcement des capacités au profit des PME dirigées par des femmes en Libye et en Mauritanie

Suite aux demandes d'assistance technique de la Libye et de la Mauritanie, le BSR-AN a étendu le programme de renforcement des capacités des PME aux deux pays, en se concentrant sur les pratiques vertes et les stratégies d'adaptation au climat. Les formations, organisées en collaboration avec les ministères de l'Économie et des Finances des deux pays, ont fourni aux décideurs politiques une approche multidimensionnelle basée sur trois domaines d'intervention clés pour aborder les obstacles rencontrés par les femmes entrepreneurs et les PME : 1) améliorer l'accès aux marchés d'exportation ; 2) développer les compétences numériques et promouvoir les pratiques vertes et durables ; et 3) créer un environnement favorable pour améliorer la compétitivité.

Afin de consolider les expériences et les enseignements tirés de ce projet et de promouvoir une approche unifiée du soutien aux PME dans l'ensemble de la région, le BSR-AN prévoit d'organiser un dialogue politique sur les PME avec la Libye, la Mauritanie et le Maroc au quatrième trimestre 2024 pour mettre en lumière les expériences de chaque pays et élaborer des recommandations politiques visant à renforcer les capacités des PME.

Services consultatifs et assistance technique aux pays membres

Le BSR-AN a été chargé de fournir une assistance technique pour la conception et la mise en œuvre de « Morocco Export Now (Women) », un programme de trois ans visant à renforcer les capacités numériques et d'exportation des PME dirigées par des femmes et ciblant le marché africain.

Au niveau sous-régional, le BSR-AN, en partenariat avec la CESAO et le ministère marocain de l'Inclusion économique, de la petite entreprise, de l'emploi et des compétences, a organisé un dialogue politique de haut niveau sur le « renforcement de l'esprit d'entreprise dans la région arabe » lors du sommet arabe des PME de la CESAO (Marrakech, décembre 2023).

À la demande du coordinateur résident des Nations unies (RCO) pour l'Algérie, le BSR-AN a contribué à la préparation du Cadre de coopération pour le développement durable des Nations unies (UNSDCF) en 2024. Le bureau a fourni une assistance technique dans les discussions avec les autorités algériennes et a rédigé des notes conceptuelles sur : 1) l'amélioration de l'environnement financier ; 2) le renforcement du système alimentaire algérien ; et 3) la formalisation des entreprises de l'économie informelle. Le BSR-AN discute actuellement avec le bureau RCO de deux projets potentiels ayant des implications politiques possibles : les questions de financement des PME et l'adaptation du secteur agroalimentaire au changement climatique.

LE BSR-AN a organisé une table ronde sur le thème « Soutenir les micro, petites et moyennes entreprises (PMME) appartenant à des femmes dans les zones touchées par le tremblement de terre au Maroc » afin d'aider les MMPE appartenant à des femmes à faire face aux défis et aux vulnérabilités et à maintenir la continuité de leurs activités.

2. Publications connexes

L'investissement intelligent en matière de genre pour soutenir la croissance inclusive en Afrique du Nord

Dans la plupart des pays de l'Afrique du Nord, les femmes représenteront moins de 20 % de la population en âge de travailler d'ici à la fin de 2023. Ce rapport conjoint avec Oxford Economics Africa examine le paysage de l'entrepreneuriat et des PME en Afrique du Nord, en mettant l'accent sur les défis auxquels sont confrontées les entreprises détenues et dirigées par des femmes. Le rapport montre que les politiques, les stratégies et les investissements visant à soutenir les PME détenues par des femmes peuvent avoir un impact plus important et un effet multiplicateur en créant plus d'emplois pour les femmes et en s'attaquant à l'écart important entre les hommes et les femmes en matière d'emploi. Le rapport formule également un certain nombre de recommandations à l'intention des gouvernements et des acteurs du développement, notamment la nécessité d'aligner les cadres politiques et réglementaires sur les objectifs nationaux, de garantir des stratégies et des plans d'action transversaux dans les différentes parties du secteur public et de veiller à ce que les politiques d'égalité entre les hommes et les femmes aillent au-delà du soutien financier.

Le rôle des PME dans le renforcement de la résilience climatique en Afrique du Nord : argument pour promouvoir l'adoption d'une gouvernance d'entreprise durable

Ce rapport souligne le rôle essentiel des PME dans la promotion d'une gouvernance d'entreprise durable et dans le renforcement de la résilience climatique, ainsi que la nécessité de mettre en place des cadres réglementaires qui favorisent l'établissement de rapports environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), avec une évolution vers une divulgation obligatoire et des cadres d'établissement de rapports normalisés. Le rapport fait état d'un mouvement significatif en faveur de modèles de gouvernance améliorés et d'une application plus stricte de la législation à l'encontre des entreprises qui négligent les rapports sur le développement durable.

Rendre compte de la faible croissance de la productivité en Afrique du Nord : le rôle des distorsions politiques

Ce document examine les distorsions politiques résultant des défaillances du marché et du gouvernement en Afrique du Nord et leur impact sur la croissance de la productivité. Il est essentiel de remédier aux défaillances du marché pour créer un environnement plus propice à la transformation économique et à la croissance à long terme.

Allocation des ressources et gains de productivité dans le secteur manufacturier marocain ³

Ce rapport, publié en juin 20/24, a été préparé en collaboration avec le Haut-Commissariat au Plan (HCP) marocain et se concentre sur l'impact des distorsions sur le secteur manufacturier marocain, dans le but d'évaluer les gains potentiels d'une meilleure allocation des ressources. Les résultats montrent que la suppression de ces distorsions pourrait tripler la taille de 51,1 % des entreprises et augmenter la production manufacturière de près de 97 %. L'étude montre également que le traitement des distorsions du climat des affaires peut avoir un impact significatif sur la capacité des entreprises à croître et à atteindre une productivité optimale, augmentant ainsi la productivité et l'efficacité du secteur manufacturier marocain.

C- Résultat 3 : Développement de politiques et d'actions fondées sur des données probantes qui tirent parti des contributions économiques des migrants en Afrique

1. Les statistiques migratoires et le nexus migration et développement

Le BSR-AN a conclu le « Projet 2019-2023 sur les statistiques migratoires et la reconnaissance des compétences en Afrique⁴ » dans le cadre du Pacte mondial pour les migrations (PMM) avec l'organisation d'un atelier de formation sur « les Statistiques migratoires et la gestion axée sur les résultats (GAR) » en Côte d'Ivoire en décembre 2023. Cette rencontre a permis aux participants issus des différentes organisations techniques partenaires et des ministères travaillant sur les questions migratoires de se familiariser avec les outils GAR et les indicateurs de suivi pour une gestion efficace des questions migratoires à travers la GAR.

Les ateliers de BSR-AN ont contribué à la coopération Sud-Sud et à l'échange d'expériences entre les pays membres de la CEA⁵ sur la manière de mieux tirer parti de la contribution des diasporas au développement durable, et ont établi un partenariat stratégique avec l'Institut africain des transferts de fonds (AIR - Union africaine) pour promouvoir l'échange de bonnes pratiques pertinentes dans la région. Le dernier atelier de BSR-AN sur « La contribution des migrations au développement en Afrique⁶ » a fourni une plateforme pour l'échange d'expériences et de bonnes pratiques et a permis aux participants d'examiner les défis affectant la contribution des migrations au développement.

Sur la base des résultats du programme du Compte pour le développement (CD) sur « les Statistiques migratoires et la reconnaissance des compétences en Afrique », qui a soutenu six pays dans la réalisation des objectifs 1 et 18 du PMM⁷ entre 2020 et 2023, le BSR-AN a reçu une subvention de 771.747,35 USD de l'UNDESA (DAES) pour la mise en œuvre du programme du CD sur « le renforcement du nexus migration et développement en Afrique ». Ce projet permettra au Bureau de fournir une assistance technique pour renforcer la capacité de six pays à intégrer des stratégies dans les plans sectoriels (socio-économiques) afin d'optimiser la contribution des transferts de fonds au développement durable.

L'Égypte et la Tunisie sont les bénéficiaires du nouveau programme de CD (DA), avec des

³ « Allocation des ressources et gains de productivité dans le secteur manufacturier marocain »

⁴ Les pays couverts par ce projet sont la Côte d'Ivoire, le Mali, le Maroc, le Sénégal, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe.

⁵ (Côte d'Ivoire, Ghana, Mauritanie, Sénégal et Zimbabwe)

⁶ Dakar, Sénégal, les 17 et 18 janvier 2024

⁷ Objectif 1 du PMM : « Collecter et utiliser des données précises et désagrégées pour élaborer des politiques fondées sur des preuves », Objectif 18 du PMM : « (...) faciliter la reconnaissance mutuelle des aptitudes, des qualifications et des compétences ».

missions d'enquête et des ateliers de lancement prévus pour le quatrième trimestre 2024. Cela permettra de s'engager avec les principales parties prenantes nationales et internationales travaillant sur la migration et les diasporas et de partager les initiatives, outils, actions et politiques existants pour optimiser l'utilisation des envois de fonds. Dans le cadre du même projet, le BSR-AN a commencé à apporter son soutien technique à la Commission Nationale de Planification du Développement (NDPC) du Ghana afin d'optimiser la contribution des transferts de fonds des migrants. En conséquence, une liste de priorités clés a été dressée pour permettre au Ghana de mieux exploiter la contribution de sa diaspora.

2. Publications connexes

La migration en Afrique : Statistiques et reconnaissance des compétences des migrants

Ce dossier politique résume les enseignements tirés de la mise en œuvre du programme du CD sur les « Statistiques migratoires et la reconnaissance des compétences des migrants en Afrique pour le PMM ». Le mémoire recommande (i) de renforcer la capacité des pays africains à combler les lacunes en matière de données migratoires et à mieux suivre et rendre compte des engagements liés à la migration pris dans le cadre de l'Agenda 2030 et du PMM ; (ii) de créer un mécanisme ou une institution nationale spécialisée dans chaque pays et d'adopter des accords régionaux et bilatéraux sur la vérification des certificats, des compétences et des qualifications des migrants, y compris pour les travailleurs non certifiés ; et (iii) de renforcer la coopération entre les pays africains afin de promouvoir l'harmonisation des données migratoires conformément aux normes internationales, l'adoption d'accords régionaux et bilatéraux sur la reconnaissance des compétences et des qualifications des migrants, et l'harmonisation des politiques migratoires.

III. Initiatives spéciales, interaction avec les services du siège et partenariats

Le BSR-AN a participé à plusieurs initiatives spéciales et a mobilisé l'expertise du siège de la CEA au profit des pays membres. En outre, le BSR-AN a poursuivi et renforcé ses partenariats avec le système des Nations unies, les partenaires de développement, les universités, les centres de recherche et les groupes de réflexion.

A. Initiatives spéciales

Le BSR-AN a participé à plusieurs activités et réunions organisées par la CEA et ses partenaires pour soutenir les pays membres :

- En préparation de la Conférence des ministres africains des Finances, de la planification et du développement économique (COM 2024), le BSR-AN a organisé un dialogue politique en ligne sur le thème « Financer la transition vers des économies vertes inclusives. Impératifs, possibilités et options politiques pour les pays de l'Afrique du Nord ». Parmi les participants figuraient des intervenants du FMI, la CESA0 et la FSD Afrique. La réunion a permis de sensibiliser à l'impératif pour l'Afrique du Nord de passer à des économies vertes inclusives, d'identifier les filières prioritaires et de discuter des options de financement, entre autres questions.
- Le BSR-AN a contribué à l'apprentissage entre pairs et au partage d'expériences sur le processus de mise en œuvre de la ZLECAf en Afrique du Nord en soutenant la participation de représentants de pays de l'Afrique du Nord à un exercice régional de partage d'expériences et d'apprentissage entre pairs (séminaire « Stratégies ZLECAf d'apprentissage entre pairs » tenu à Nairobi, au Kenya, en janvier 2024) ; et plus tard en juin 2024, à un atelier à Lomé, au Togo⁸ où la Tunisie et la Mauritanie ont pu interagir avec les pays de l'Afrique de l'Ouest.
- Le BSR-AN a contribué au ARFSD 2024 (Forum régional africain sur le développement durable) en organisant un événement parallèle intitulé « Perspectives du personnel de l'ONU pour le Sommet de l'avenir visant à créer un modèle de bien-être mondial durable ». L'événement parallèle a débouché sur des propositions pour le Sommet de l'avenir.

⁸ « Atelier régional pour partager les bonnes pratiques, l'apprentissage entre pairs et les perspectives de mise en œuvre de l'accord sur la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) ».

- Le BSR-AN a participé à la conférence Africa Start Up à Alger en décembre 2024 et a produit une note de synthèse pour le ministre algérien en charge de l'économie du savoir, des start-ups et des micro-entreprises.⁹

B. Interaction avec les divisions du siège

Le BSR-AN a travaillé en étroite collaboration avec d'autres départements de la CEA pour s'assurer que l'expertise des entreprises est mobilisée et utilisée pour répondre au mieux aux besoins des pays membres en Afrique du Nord.

À ce jour, le bureau a contribué aux projets et initiatives suivants :

- Le groupe de réflexion de la CEA sur le G20.
- Le groupe de travail africain de haut niveau sur l'architecture financière mondiale.
- Le projet de renforcement de la résilience fiscale et de la finance durable en Afrique.
- Le deuxième examen régional du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (GCM), qui a eu lieu du 8 au 10 octobre 2024, à Addis-Abeba, en Éthiopie.
- Le BSR-AN collabore activement avec d'autres BSR et départements de la CEA dans la mise en œuvre du programme visant à renforcer le nexus migration et développement en Afrique et participe régulièrement aux réunions du Groupe de Travail sur les Migrations de la CEA.
- En collaboration avec plusieurs divisions et BSR de la CEA, y compris TCND (Division Technologie, changement climatique et gestion des ressources naturelles), le BSR-AN a joué un rôle de premier plan dans l'élaboration d'une théorie du changement pour l'Afrique afin d'intégrer le changement climatique dans le travail de la CEA. En collaboration avec la TCND et la GSPD (Division de la stratégie et de la politique mondiales), le BSR-AN a également joué un rôle de premier plan dans la rédaction d'une proposition de compte CD sur l'adaptation des PME au changement climatique dans le secteur de l'agroalimentaire en Afrique.
- Le BSR-AN travaille avec la RITD (Division de l'intégration régionale et du commerce) pour soutenir les États membres de l'Afrique du Nord dans la mise en œuvre de la ZLECAf et a mobilisé le soutien financier et technique du siège, permettant à l'Égypte, à la Mauritanie, au Maroc et à la Tunisie de bénéficier d'un apprentissage entre pairs et d'un partage d'expérience à cet égard.

C. Partenariats

1. Partenariats avec le système des Nations unies et d'autres partenaires de développement

Le PNUD Maroc a fait le point sur les progrès réalisés en matière de gouvernance et de gestion de l'environnement depuis 2012 et a formulé des recommandations telles que (i) l'intégration de considérations environnementales dans les politiques des secteurs de l'eau, de l'énergie, de l'agriculture, de l'industrie et de la santé ; et (ii) la prise en compte des questions d'intérêt spécifique pour la Mauritanie liées au changement climatique, à l'efficacité énergétique, au contrôle de la pollution de l'air, à la gestion de l'eau, à la gestion des déchets, à la pêche, à la biodiversité et aux zones protégées.

2. Partenariats avec des institutions, des universités, des centres de recherche et des groupes de réflexion

Au cours de la période examinée, le BSR-AN a établi ou renforcé des partenariats avec :

- Les administrations fiscales égyptienne et mauritanienne, dans le cadre du projet « Renforcer la mobilisation des ressources nationales en Afrique du Nord ».
- La Banque Islamique de Développement, avec l'organisation de « l'Atelier Régional pour partager les bonnes pratiques, l'apprentissage entre pairs et les perspectives de mise en œuvre de l'Accord

⁹ <https://www.brookings.edu/articles/leveraging-innovativeness-of-africas-youth-through-startups/>

sur la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAf) », en partenariat avec la BID et le BSR-AO.

IV. Mise en œuvre des recommandations du 38ème CIE (ICSOE)

La mise en œuvre des recommandations du 38ème CIE soumises à la CEA a fait partie intégrante du programme de travail 2023/2024. Nombre de ces recommandations, brièvement soulignées ci-dessous, ont été traitées dans la section II de ce rapport.

- **Continuer à soutenir les efforts des États membres pour mobiliser les ressources financières nationales et réduire le fardeau de la dette.**

Dans le cadre de son soutien technique aux États membres pour relever les défis de la sécurité alimentaire, le BSR-AN a organisé un atelier sur le « Nexus sécurité alimentaire et énergétique en Tunisie », qui a permis d'examiner la situation actuelle de la sécurité alimentaire et énergétique du pays et d'étudier les réponses de gestion possibles dans le cadre d'une approche intégrée, dans le but d'assurer la sécurité alimentaire, énergétique et de l'eau parallèlement à des pratiques agricoles et énergétiques durables.

Cette initiative fait partie d'un nouveau projet de la CEA visant à aider les pays africains à développer et à mobiliser des fonds par le développement de produits financiers durables et d'investissements dans l'adaptation et la résilience au climat afin d'ouvrir de nouveaux secteurs, de créer de nouvelles sources de revenus, de générer des emplois, de faciliter le développement de nouvelles compétences et de promouvoir la croissance économique. En Afrique du Nord, le projet soutient actuellement l'Égypte, la Libye et la Mauritanie.

- **Aider les États membres à évaluer le risque d'insécurité alimentaire et à proposer des plans d'atténuation des risques en rapport avec la pauvreté, la santé, l'éducation, l'emploi, l'eau et l'assainissement.**

Dans le cadre de son soutien technique aux États membres pour relever les défis de la sécurité alimentaire, le BSR-AN a organisé un atelier sur le « Nexus sécurité alimentaire et énergétique en Tunisie » qui a permis d'examiner la situation actuelle de la sécurité alimentaire et énergétique du pays et d'étudier les réponses de gestion possibles dans le cadre d'une approche intégrée dans le but d'assurer la sécurité alimentaire, énergétique et de l'eau parallèlement à des pratiques agricoles et énergétiques durables.

- **Renforcer les efforts intra-africains pour échanger les meilleures pratiques et les enseignements tirés.**

Grâce à son programme sur les statistiques migratoires et la reconnaissance des compétences, le BSR-AN a facilité l'échange de connaissances et d'expériences entre les 6 pays bénéficiant du programme, comme indiqué dans la section II.

- **Identifier des approches et des stratégies nationales plus efficaces pour l'adoption et la mise en œuvre de la ZLECAf.**

Le BSR-AN met en œuvre un projet visant à soutenir le développement des chaînes de valeur de l'e-mobilité entre la RDC, le Maroc et la Zambie, comme indiqué dans la section II.

- **Aider les États membres à accélérer l'intégration régionale.**

Comme cette section le souligne, au cours de la période visée, le BSR-AN a aidé le ministère tunisien du Commerce et du Développement des Exportations à élaborer l'offre nationale d'exportation de biens et de services dans le contexte de la ZLECAf et à examiner et actualiser le plan d'action de la Tunisie pour la mise en œuvre de la stratégie nationale ZLECAf. Le Bureau a

également organisé une série d'ateliers de formation pour les femmes gestionnaires de PME, qui ont soutenu la création et la mise en œuvre de « Morocco Export Now (Women) », un programme triennal dédié visant à renforcer les capacités d'exportation et numériques des PME détenues par des femmes et ciblant le marché africain.

- **Soutenir les États membres pour qu'ils renforcent leur capacité à gérer les migrations, y compris pour renforcer les données migratoires, la reconnaissance des compétences et les politiques migratoires efficaces.**

En 2024, le BSR-AN a lancé un nouveau programme pour tirer le meilleur parti du lien entre migration et développement, comme indiqué dans la section II.

V. Défis et enseignements tirés

- L'Afrique du Nord reste exposée à des chocs simultanés, notamment les conflits en cours et les tensions géopolitiques, ainsi que le changement climatique, qui affectent son développement économique et social. La guerre au Soudan et la sécheresse prolongée sont les principaux défis à relever au cours de la période de référence.
- La réduction de l'incidence de multiples crises en Afrique du Nord, y compris les défis liés à la sécurité alimentaire et énergétique en plus de la pénurie d'eau, reste une priorité pour toute la région et pour le BSR-AN. Le développement de politiques cohérentes et intégrées en matière d'eau, d'énergie et de sécurité alimentaire est particulièrement nécessaire pour relever les défis connexes.
- Les défis budgétaires et la hausse de la dette sont des défis importants pour la sous-région. Il est donc essentiel de trouver des financements innovants par une meilleure mobilisation des ressources nationales, en augmentant les envois de fonds et en créant un environnement favorable aux investissements de la diaspora.
- Il est important pour le BSR-AN de se tenir au courant de l'évolution des besoins et des priorités des pays membres dans le contexte de chocs économiques, de mobiliser des ressources humaines et financières et d'agir avec des partenaires pour les aider à relever les défis et à saisir les opportunités.
- Le BSR-AN collabore avec le bureau de coordination régionale des Nations unies au Soudan, qui se concentre sur l'aide humanitaire et d'urgence, afin d'élaborer un cadre de relèvement et développement post-conflit, de manière à assurer la préparation et à associer les besoins d'urgence aux besoins de développement à plus long terme.